



Commission économique pour l'Europe**Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles****Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre****Quarante-sixième session**

Genève, 18-19 mars 2019

**Rapport de la Section spécialisée de la normalisation des
plants de pomme de terre sur sa quarante-sixième session****I. Introduction**

1. La réunion de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre a été présidée par M. John Kerr (Royaume-Uni).
2. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés de la Commission économique pour l'Europe (CEE), M. Mika Vepsäläinen, a ouvert la quarante-sixième session et souhaité la bienvenue aux représentants présents. Il s'est félicité de la participation active du Groupe de travail, de l'utilité de son action et des matériels qu'il produit. Il a relevé la présence d'une importante délégation de la Fédération de Russie et a constaté avec satisfaction que le pays a financé plusieurs projets de modernisation de la culture des plants de pomme de terre, de contrôle de la qualité et de certification sur son territoire. Il a remercié toutes les délégations qui ont contribué à l'élaboration et à la traduction dans diverses langues de documents d'orientation très appréciés de la section et des efforts de promotion qu'elles ont déployés, par exemple à l'occasion du Congrès mondial de la pomme de terre, en 2018 au Pérou. Il a également remercié la délégation australienne d'avoir élaboré et financé l'application pour mobiles du guide sur les plants de pomme de terre, qui contribuera à étendre encore l'utilisation de ce guide pour ce qui concerne les maladies et les parasites. Il a présenté brièvement la session à venir, mettant en lumière le débat sur la possible organisation d'ateliers de formation en vue d'améliorer l'harmonisation des normes pour les plants de pomme de terre et les enquêtes sur les méthodes de détection qui peuvent contribuer à harmoniser les pratiques existantes et favoriser l'élaboration de nouvelles pratiques.
3. L'intervenant a informé la Section spécialisée que l'alignement stratégique des travaux de la CEE et de la Section spécialisée sur les objectifs de développement durable (ODD) est très important. L'affiche promotionnelle de la Section spécialisée sur les ODD est disponible à l'adresse : www.unece.org/fileadmin/DAM/trade/agr/promotion/Brochures/Seed_Potatoes_Poster.pdf. La Secrétaire exécutive de la CEE a élaboré une stratégie fondée sur des thèmes communs afin de créer un cadre global à l'appui des efforts déployés par les États membres pour réaliser les ODD.



4. L'intervenant a également informé les délégations que M^{me} Ivonne Higuero, l'ancienne Directrice de la Division de la coopération économique et du commerce, qui avait pris ses fonctions juste avant la session de 2018, a été nommée Secrétaire générale du secrétariat de la CITES auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Genève.

5. Au nom du secrétariat de la CEE, l'intervenant a remercié le Président sortant de la Section spécialisée, M. John Kerr, pour ses nombreuses années de service en tant que représentant et en tant que Président, soulignant que la CEE lui est reconnaissante de son appui à la section et au Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7). Il a exprimé sa gratitude à M. Kerr pour l'aide qu'il a apportée à l'avancement des grands thèmes liés aux ODD, lequel a contribué à orienter les travaux du WP.7.

II. Participation

6. Des représentants des pays ci-après ont participé à la session : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni et Suède.

7. Un représentant de la Commission européenne a assisté à la session.

8. L'Association européenne des semences (ESA) a également participé à la session.

III. Adoption de l'ordre du jour

9. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire.

IV. Faits notables survenus depuis la dernière session

10. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés a expliqué que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a entrepris un processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement, du Secrétariat de l'ONU et de ses opérations. Un examen des travaux des commissions régionales a été lancé dans ce cadre, et les résultats seront présentés à l'Assemblée générale en septembre 2019. La Secrétaire exécutive de la CEE a, pour sa part, entrepris un examen interne des activités de l'organisation en vue de multiplier les synergies et de renforcer la collaboration entre ses différents secteurs. Pour renforcer cette collaboration, elle a également élaboré un cadre stratégique, articulé autour de quatre thèmes communs, dont le thème « Utilisation durable des ressources naturelles » recouvre tous les travaux du WP.7 et de ses sections. L'intervenant a noté que tous les thèmes communs aident les États membres à mettre en œuvre le Programme de développement durable pour 2030.

11. L'intervenant a donné des informations sur la session de novembre 2018 du WP.7 et sur le colloque consacré aux pertes de denrées alimentaires. Il a indiqué que le Groupe de travail a révisé son mandat et adopté un nouveau programme de travail qui inclut les ODD et leurs cibles. Le Comité directeur des capacités et des normes commerciales, qui se réunira en mai 2019, sera invité à approuver ces nouveaux documents.

12. Le représentant de la Commission européenne a fait le point sur la nouvelle législation de l'Union européenne intéressant les travaux de la Section spécialisée. Il a expliqué que le nouveau régime phytosanitaire (Règlement (UE) 2016/2031) sera applicable à partir de décembre 2019. Ce régime vise à protéger l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'environnement de l'UE contre les nouveaux organismes nuisibles, en mettant l'accent sur la préparation et la prévention en matière de lutte phytosanitaire et de quarantaine. La nouvelle législation, qui est pleinement conforme aux règles de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et aux Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), traite à la fois des organismes réglementés de quarantaine et des organismes non réglementés de quarantaine – les RNQP (jusqu'à présent « organismes de qualité »). C'est la première fois que la législation

phytosanitaire englobe ce qui était auparavant réglementé par la législation sur la commercialisation des semences. Il a également décrit les difficultés qu'il y a à inclure et à traduire les tolérances pour les organismes de qualité dans la forme retenue par cette législation et, en particulier, à faire le lien entre les symptômes des « organismes de qualité » et des organismes nuisibles. La nouvelle législation est actuellement dans la phase de la prise de décisions, avec l'élaboration de la loi d'application, et dans la phase consultative avec les parties prenantes et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

13. Les délégations ont examiné les incidences de la nouvelle législation sur la norme CEE-ONU. La délégation finlandaise a relevé que, dans la norme CEE-ONU, les dommages mécaniques et physiques font partie des tolérances admises pour un lot de plants, alors que la nouvelle législation de l'Union européenne ne prévoit que les tolérances pour maladie. En outre, c'est la première fois, que les « maladies après-récolte/pertes de qualité » sont intégrées dans une législation phytosanitaire. Les participants sont convenus que si l'harmonisation peut se révéler nécessaire, l'objectif principal devrait être la compatibilité entre la norme CEE-ONU et la législation de l'UE, une fois celle-ci entrée en vigueur.

14. La délégation russe a fait deux exposés. Dans le premier, elle a présenté l'évolution de la situation au cours des quatre dernières années, parlant plus particulièrement de l'harmonisation de la norme nationale russe avec la norme CEE-ONU, de l'harmonisation en cours du système national de certification avec celui de l'UE, du rôle important de la coopération public-privé et de la coopération active entre l'association des producteurs de pommes de terre (*Potato Union*), les laboratoires et les organismes publics. Le représentant a également évoqué la création de laboratoires modernes de semences de pommes de terre, la production de semences de pommes de terre en haute altitude et en serres tunnels, l'organisation d'ateliers de formation et d'échange de données d'expérience ainsi que l'intensification des activités de recherche.

15. La délégation russe a fait part de certaines difficultés rencontrées, qui ont rendu nécessaire le développement de la sélection des pommes de terre, l'application de méthodes d'édition génomique utilisées aux États-Unis et dans d'autres pays, et l'introduction de méthodes modernes rapides qui permettent d'employer dans les laboratoires du personnel moins bien formé. La délégation russe a également souligné que les autorités sont plus attentives à la production de pommes de terre de haute qualité. Les problèmes qui restent à résoudre sont la production de plants de pomme de terre exempts de virus et la répartition géographique des laboratoires actuellement en service, qui sont pour la plupart situés dans la partie européenne de la Fédération de Russie.

16. Dans son second exposé, la délégation russe a présenté rapidement le Centre agricole russe, son rôle et ses fonctions, qui comprennent également la normalisation des semences et les essais de qualité sur les semences. Elle a également donné à la Section spécialisée des informations actualisées sur le nouveau laboratoire de semences de pomme de terre installé dans la région de Leningrad qui a été équipé dans le cadre d'un projet de la CEE et financé par le Fonds de contributions volontaires russe. Le représentant a parlé du travail et des capacités du laboratoire ainsi que de la formation entreprise avec d'autres laboratoires et d'autres organismes.

V. Projet de guide sur la production de minitubercules

17. À sa session de 2018, la Section spécialisée avait prié le Rapporteur (Australie) et un groupe de travail (Afrique du Sud, France, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Association européenne des semences) d'élaborer un projet de guide sur la production de minitubercules pour compléter l'annexe I de la norme CEE-ONU concernant les plants de pomme de terre.

18. La délégation allemande a une nouvelle fois exprimé ses réserves quant à la nécessité d'un tel guide, estimant que le Guide NIMP 33 fournit suffisamment d'informations. Les sélectionneurs ont la responsabilité de la production des minitubercules et ne devraient pas avoir à s'acquitter de missions de contrôle et de charges réglementaires additionnelles. La tâche des autorités de certification allemandes est de certifier le matériel

commercialisé, mais non de contrôler les laboratoires de production de minitubercules des sélectionneurs ni leurs sites de production de culture tissulaire. L'accréditation des laboratoires peut être obtenue par les systèmes existants.

19. Les délégations ont débattu des raisons pour lesquelles un nouveau guide pourrait être utile aux organismes de certification et ont expliqué comment leurs services d'inspection testent ou audient les laboratoires de production de minitubercules. Le Président a fait observer que la NIMP 33 s'applique au commerce entre pays et non au commerce à l'intérieur d'un pays qui serait le sujet de ce guide. Les participants ont estimé qu'un guide pourrait contribuer à préciser le rôle de l'inspection ou de la certification de la production des minitubercules et accroître la transparence sans pour autant imposer davantage de mesures de contrôle. Ils ont aussi souligné que le guide est destiné à un usage volontaire. La délégation russe s'est félicitée des travaux réalisés afin de fournir les orientations nécessaires pour assurer la qualité de la production de minitubercules.

20. La Section spécialisée a examiné en détail le projet de guide et les observations de la délégation française et a présenté les modifications figurant dans le document d'après-session. Plusieurs questions de fond et questions d'ordre rédactionnel restées en suspens seront réglées par le groupe des rapporteurs.

21. L'Association européenne des semences (ESA) s'est déclarée opposée à l'élaboration du guide actuel, car elle pourrait faire peser une réglementation plus lourde sur des processus qui sont internes à l'entreprise et relèvent de son autorité. Il pourrait en résulter des coûts supplémentaires, y compris pour les consommateurs. Néanmoins, la représentante a annoncé que l'ESA est disposée à participer au groupe du rapporteur et à faire part de ses commentaires sur le projet actuel.

22. La Section spécialisée a demandé au secrétariat d'informer toutes les délégations que le nouveau projet est disponible sur le site Web de la CEE sous la forme d'un document d'après-session. Les participants ont également décidé que le projet sera examiné par les rapporteurs au moyen de la procédure électronique et par la Section spécialisée à sa session de 2020.

VI. Résultats de l'enquête sur les méthodes de détection de virus dans les plants de pomme de terre

23. À sa session de 2018, la Section spécialisée avait examiné en détail les résultats de l'enquête sur la détection de virus dans les plants de pomme de terre. La représentante de la Finlande a noté la longueur du rapport et de la présentation PowerPoint qui contiennent l'un et l'autre de précieuses informations. La Section spécialisée a examiné la proposition visant à raccourcir le rapport et à en dégager les points saillants ainsi que certaines conclusions ou recommandations. La plupart des délégations ont estimé que le rapport intégral contient une mine d'informations qu'il sera difficile de résumer. L'enquête a montré qu'il existe des différences entre les pays dans la manière, par exemple, d'organiser le regroupement des échantillons. Les participants sont convenus que l'enquête est certes réalisée à titre d'information mais que la Section spécialisée pourrait, à un moment donné, envisager d'inclure dans la norme CEE-ONU des recommandations génériques formulées sur la base des informations obtenues pendant l'enquête.

24. Les participants ont noté que l'enquête est très complète et que ses résultats sont donc complexes. Bien que la structure de la future étude sur les méthodes de détection des bactéries soit fondée sur celle de l'enquête consacrée aux méthodes de détection des virus, la Section spécialisée a décidé de la revoir.

25. La Section spécialisée a demandé au secrétariat de publier le rapport complet et la présentation PowerPoint sur le site Web de la CEE et d'en informer tous les membres de la Section spécialisée ainsi que tous les pays participant à l'enquête.

VII. Projet d'étude sur les méthodes de détection des bactéries

26. Le Rapporteur (États-Unis) a passé en revue un projet d'étude révisé sur les méthodes de détection des bactéries. Les délégations ont examiné le nouveau projet et ont décidé de le restructurer en consacrant une section distincte à chaque groupes de pathogènes (jambe noire, *Ralstonia*, *Clavibacter*). Tous les changements sont pris en compte dans le document d'après-session.

27. La Section spécialisée a invité le Rapporteur à établir la version finale de l'étude dans les mois à venir, en collaboration avec un groupe de travail (Australie, Belgique, Finlande et Royaume-Uni). Le secrétariat la distribuera à la Section spécialisée pour observations finales et la publiera en ligne dès que possible.

VIII. Débat sur les maladies et parasites nouveaux et émergents : *Liberibacter* et psylle de la pomme de terre

28. La Section spécialisée a échangé des informations concernant les recherches et les études en cours sur les maladies et parasites nouveaux et émergents tels que *Liberibacter* et le psylle de la pomme de terre. La délégation finlandaise a fait une présentation générale sur la présence, la propagation et le développement de *Liberibacter* en Finlande. Le Royaume-Uni a fait le point sur les travaux de recherche concernant *Liberibacter*, menées avec d'autres pays. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rendu compte des nombreux projets en cours dans son pays, qui permettent de contenir efficacement la présence et la propagation de *Liberibacter*. Les États-Unis et la Nouvelle-Zélande fourniront de plus amples informations sur la question à la session de 2020. La délégation australienne a donné des informations sur le psylle de la pomme de terre.

29. La délégation néo-zélandaise a informé la Section spécialisée des problèmes que son pays rencontre du fait de la présence du virus du mop-top de la pomme de terre et a demandé des conseils aux autres pays sur la manière de contenir la maladie.

30. La Section spécialisée a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de 2020 un débat sur les moyens de lutter contre le virus du mop-top de la pomme de terre et une mise à jour sur *Liberibacter* et le psylle de la pomme de terre.

IX. Semences véritables de pomme de terre

31. À sa session de 2018, la Section spécialisée avait approuvé sa déclaration sur les semences véritables de pomme de terre. La représentante des Pays-Bas a fait observer que jusque-là, seule une variété (Oliver) a été prise en compte dans l'essai temporaire de l'Union européenne concernant les semences véritables de pomme de terre. Une année seulement s'est écoulée, et l'essai est encore limité. La plupart des marchés ciblés se situent à l'extérieur de la région de l'Union européenne. Il sera donc peut-être plus difficile d'obtenir des informations en retour sur le résultat de l'essai. Aux Pays-Bas, plusieurs entreprises travaillent actuellement sur les semences véritables de pomme de terre sans pour l'instant répertorier aucune autre variété. Alors que l'essai temporaire est axé sur la culture de plants de pomme de terre dérivés de semences véritables de pomme de terre, il semble que d'autres entreprises cultivent des pommes de terre de conservation dérivées de semences véritables de pomme de terre. Le représentant de l'Allemagne a informé la Section spécialisée de l'intérêt manifesté par une société néerlandaise pour la production de semences véritables de pomme de terre en Allemagne. La représentante des Pays-Bas a dit qu'un avis juridique sur le sujet est en cours d'élaboration aux Pays-Bas et sera communiqué aux délégations.

32. La Section spécialisée a décidé de maintenir ce point à l'ordre du jour de sa session de 2020 dans l'attente d'informations actualisées.

X. Examen des inspections axées sur les risques

33. La Section spécialisée a procédé à un échange de données d'expérience sur les inspections axées sur les risques. La représentante des Pays-Bas a dit que son pays a eu recours à l'inspection fondée sur les risques dans le passé mais qu'il ne le fait plus depuis quelque temps. Le représentant de la Commission européenne a expliqué que la législation de l'UE sur la commercialisation des semences ne fait pas référence aux inspections axées sur les risques. Cette situation pourrait changer à l'occasion d'une future révision.

34. La Section spécialisée a décidé de reporter l'examen de cette question jusqu'à nouvel ordre.

XI. Renforcement des capacités

35. La délégation australienne a présenté la version finale de l'application pour mobiles du guide sur les maladies des plants de pomme de terre et a annoncé qu'il sera mis gratuitement à la disposition de la CEE. La Section spécialisée et le secrétariat de la CEE ont remercié la délégation australienne de ce don et de l'appui financier et technique fourni pendant la phase de développement. L'application pour mobiles sera mise à la disposition de tous les États membres sur le site Web de la CEE.

36. La Section spécialisée a décidé de reporter à sa session de 2020 l'examen du nouveau « Guide pour le renforcement des capacités en matière de présentation d'un système de certification des plants de pomme de terre » de la CEE et a remercié la délégation allemande pour le projet révisé du guide.

37. Comme suite aux débats de la réunion des rapporteurs en mai 2018 au Pérou, la Section spécialisée a examiné la possibilité d'organiser des ateliers de formation en Amérique latine et éventuellement en Afrique australe pour renforcer l'harmonisation des normes relatives aux plants de pomme de terre et l'établissement de systèmes de certification pour la production et le commerce des plants de pomme de terre. Les délégations de la Belgique et des États-Unis ont suggéré de renouer le contact avec les pays d'Amérique latine et d'aider à la distribution des documents de la CEE traduits en espagnol. Le secrétariat a remercié la délégation des États-Unis qui a fait traduire en espagnol le guide de la CEE sur les maladies des plants de pomme de terre, avec des fonds provenant de *Potato USA*. La délégation des États-Unis a dit que son pays organisera des visites d'étude pour un pays d'Amérique latine à l'été 2019 et qu'à terme il pourrait aussi envisager de mener des activités de renforcement des capacités.

38. La délégation sud-africaine a appelé l'attention sur le Congrès de l'Association africaine de la pomme de terre (APA) qui se tiendra au Rwanda en août 2019. Elle a indiqué qu'elle a soumis un rapport analytique et a proposé d'y faire mention des travaux de la CEE si le rapport est accepté. Les délégations britannique et australienne ont proposé d'aider, s'il y a lieu, aux activités de renforcement des capacités en Afrique.

XII. Travaux futurs

39. La Section spécialisée a décidé d'inscrire les questions ci-après à son ordre du jour pour 2020 :

- Guide sur le renforcement des capacités ;
- Aperçu de la taille des lots de plants de pomme de terre ;
- Mise à jour sur l'étude concernant les méthodes de détection des bactéries ;
- Projet de guide sur la production de minitubercules ;
- Semences véritables de pomme de terre ;
- Maladies et parasites nouveaux et émergents : *Liberibacter* et psylle de la pomme de terre ;

- Le virus du mop-top de la pomme de terre – échange de données d'expérience ;
- Ateliers de renforcement des capacités ;
- Révision possible de la « Liste des systèmes nationaux de certification » ;
- Débat au sujet de la détection des virus sur les tubercules dormants, en particulier l'évaluation des faux positifs et des faux négatifs.

XIII. Questions diverses

40. La Section spécialisée a demandé au secrétariat de supprimer tous les documents affichés sur la page « *Seed Potatoes: UNECE/EU/national standards comparison* » et de les archiver. La liste a été remplacée en 2017 par la « Liste des systèmes nationaux de certification ».

41. La Section spécialisée a examiné la possibilité d'organiser une réunion de rapporteurs à l'automne 2019. La représentante des États-Unis a proposé d'accueillir cette réunion au Montana en septembre 2019. La Section spécialisée a remercié la délégation des États-Unis. Des informations plus détaillées seront diffusées par le secrétariat en temps voulu. Les délégations suédoise et russe ont proposé d'étudier l'organisation d'une réunion de rapporteurs en 2020 ou à une date ultérieure.

42. La Section spécialisée a pris note du onzième Congrès mondial de la pomme de terre qui se tiendra à Dublin, en mai 2021. Le secrétariat a remercié la délégation belge pour son appui et pour la promotion qu'elle a faite des travaux de la CEE au Congrès de 2018 au Pérou.

XIV. Élection du Bureau

43. La Section spécialisée a élu M^{me} Hanna Kortemaa (Finlande) Présidente et M^{me} Nina Zidack (États-Unis) et M. Nigel Crump (Australie) Vice-Présidents. La Section spécialisée et le secrétariat ont remercié le Président sortant, M. John Kerr (Royaume-Uni), pour ses nombreuses années de service en tant que représentant et en tant que Président et pour sa contribution et son appui aux travaux de la Section spécialisée et du Groupe de travail.

XV. Adoption du rapport

44. La Section spécialisée a adopté le rapport (ECE/CTCS/WP.7/GE.6/2019/2) sur les travaux de sa quarante-sixième session.